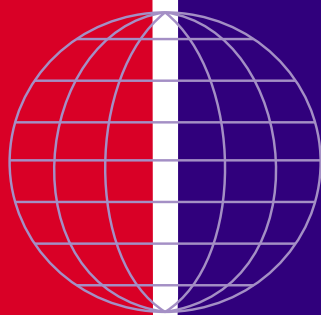


Leçons sur la sécurité contraceptive

1



**Renforcement de la
sensibilisation et des
engagements**



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Leçons sur la sécurité contraceptive

Créer un engagement multilatéral à la sécurité contraceptive par la sensibilisation et le soutien.

Qu'est-ce qu'une mission peut faire ?

- ✓ Procéder à une analyse pour identifier les partenaires de la sécurité contraceptive.
- ✓ Organiser un atelier pour renforcer la sensibilisation et lancer les activités de planification et de mise à exécution.
- ✓ Établir un comité de coordination et en appuyer les activités.

Concept principal –

La sécurité contraceptive est un engagement auquel souscrit un grand nombre de personnes

C'est souvent l'insuffisance des financements à laquelle on reproche les pénuries en contraceptifs. Pourtant, les obstacles à la sécurité contraceptive se présentent sous bien des formes. Dans la plupart des pays, aux carences de financement viennent s'ajouter les troubles et les vulnérabilités des nombreux systèmes requis pour assurer la **mise à disposition** des contraceptifs et des préservatifs.

La définition même de la sécurité contraceptive – les termes “choisir”, “obtenir” et “utiliser”—en reflète la nature polyvalente. Pour que les clients puissent **choisir**, il est nécessaire d'impliquer plusieurs secteurs, notamment ceux qui :

- assurent des fonctions d'information, d'éducation et de communication,

- influent sur les changements de comportement,
- encouragent la prise de décisions circonstanciées,
- réduisent les partis pris des prestataires,
- tentent de proposer aux clients une sélection raisonnable aux endroits qu'ils fréquentent,
- élaborent des normes socioculturelles favorables, et
- prônent des politiques en faveur de la disponibilité de ces choix.

Pour que les clients puissent *obtenir* les produits de leur choix, il faut un fonctionnement stable des chaînes d'approvisionnement du secteur public et du secteur privé fournissant les six "bons" : le bon produit, au bon endroit, au bon moment, en bonnes quantités, en bonne condition et au bon prix. Cette notion de "bon prix" peut varier d'un client à l'autre. Enfin, le terme *utiliser* rappelle que la sécurité contraceptive est un concept axé sur le client et non sur un produit. Cette sécurité n'est présente que lorsqu'une personne dispose des informations lui permettant d'utiliser correctement les produits de son choix, de manière optimale.

Lancement d'un programme de sécurité contraceptive

Les missions de l'USAID jouent un rôle crucial dans l'établissement d'une approche coordonnée et collaborative à la sécurité contraceptive. Pour ce faire, les missions peuvent, pour commencer :

- *Identifier les principaux partenaires et organisations susceptibles de contribuer aux initiatives pour la sécurité contraceptive.* Il s'agit souvent des ministères de la Santé et des Finances, des bailleurs de fonds, des organisations multilatérales, des ONG, des organismes de marketing social, des prestataires du secteur public et du secteur privé, des employeurs, des responsables de la chaîne d'approvisionnement, des partisans de la politique, des groupes d'intervention, des médias et des fabricants et distributeurs commerciaux.
- *Identifier les personnes à contacter au sein des ministères de la Santé et des Finances pour convoquer un premier atelier sur la sécurité contraceptive.* Cet atelier peut lancer ou raviver les efforts visant à accroître et à maintenir la disponibilité des contraceptifs et des préservatifs. Cet atelier et d'autres consultations précoces lancent le processus de contribution des partenaires au dialogue sur la sécurité contraceptive. Cet atelier peut :
 - ❖ fournir un cadre conceptuel à la sécurité contraceptive ;
 - ❖ décrire de manière préliminaire la situation de la sécurité contraceptive dans le pays à l'heure actuelle ;

- ❖ identifier les points d'intérêt mutuel et les objectifs communs ;
- ❖ lancer un processus d'établissement d'un consensus sur les priorités stratégiques ;
- ❖ identifier les besoins en collecte et analyse supplémentaires des données ;
- ❖ élaborer une version préliminaire du mandat et fixer les dates de réunions et manifestations ultérieures ; et
- ❖ fixer un chronogramme pour l'accomplissement des tâches et objectifs intermédiaires.

Création d'un engagement multilatéral à la sécurité contraceptive au Ghana

L'essentiel des contraceptifs au Ghana proviennent des bailleurs de fonds –essentiellement l'USAID, le UNFPA et le DFID (Department for International Development – Département du Développement international). Bien que leurs contributions aient jusqu'à présent été relativement stables, les besoins du Ghana continuent à augmenter. Ce pays, comme bien d'autres, se trouve confronté à un déficit de financement annuel projeté de l'ordre de plusieurs millions de dollars d'ici 2010.

En 2002, le ministère de la Santé et ses partenaires ont décidé de mettre au point une stratégie permettant d'éviter toute pénurie de contraceptifs à l'avenir. Ils ont en effet reconnu d'emblée que le secteur public, notamment les contributions des bailleurs de fonds, ne pouvaient assurer à eux seuls la sécurité contraceptive au Ghana. En premier lieu, le ministère, avec le soutien de l'USAID, a organisé un atelier rassemblant les partenaires, dont plusieurs ministères, bailleurs de fonds, ONG et agences techniques. Le Sous-ministre du Ghana a prononcé le discours liminaire, soulignant à cette occasion l'engagement du gouvernement à améliorer les programmes de planification familiale en renforçant la sécurité contraceptive. L'atelier a bénéficié d'une bonne couverture médiatique, et a été retransmis au journal télévisé du soir et dans des articles des principaux journaux du pays. Les exposés techniques ont :

- résumé la situation du Ghana en termes de financement des contraceptifs,
- examiné le programme de travail quinquennal du ministère de la Santé et sa stratégie de réduction de

- la pauvreté, et
- décrit en détail les efforts actuels d'amélioration de la logistique contraceptive.

Des débats ont été organisés sur cinq axes stratégiques du programme de travail du secteur de la santé : financement, qualité, efficacité, partenariat et accès. Les participants sont convenus des priorités programmatiques et stratégiques dans chacun de ces domaines pour assurer la sécurité contraceptive.

Outre le renforcement de la sensibilisation à la sécurité contraceptive au Ghana et l'établissement d'un consensus sur les questions prioritaires entre toute une gamme de partenaires, l'atelier a mis sur pied l'ICC/CS (Interagency Coordination Committee for Contraceptive Security – Comité de coordination interinstitutionnel sur la sécurité contraceptive). Le Coordinateur de la planification familiale du département de la Santé reproductive et infantile du ministère de la Santé (RCHU) a été élu à la tête de l'ICC/CS pour assurer le développement intégral d'une stratégie nationale, assurer le suivi des progrès des autres partenaires et assurer la coordination avec d'autres parties prenantes au processus. L'ICC/CS est composé notamment du RCHU, de la division de la Santé publique, de la direction de l'Approvisionnement, de fabricants et distributeurs du secteur privé et de divers autres partenaires. En 2003, l'ICC/CS a constitué un petit groupe technique parmi ses membres pour mener à bien la formulation d'une stratégie nationale pour la sécurité contraceptive. Ce groupe serait chargé de développer des concepts identifiés par l'atelier, la promotion de la collaboration et de la communication sur ces concepts et l'intégration de la stratégie dans le programme de travail du ministère de la Santé.

Établissement du leadership et de la coordination

Ces discussions initiales permettront l'établissement d'un comité—appelé indifféremment groupe de travail sur la sécurité contraceptive, comité de coordination ou groupe d'études—chargé de diriger le développement, la mise en application et le suivi de la stratégie nationale de sécurité contraceptive. Ce comité rassemble les partenaires dans le but de définir une vision commune, formuler des buts et objectifs agréés, définir les rôles, les responsabilités et l'emploi des ressources, et identifier des domaines de collaboration éventuelle au profit de la sécurité contraceptive. Il convient d'inclure dans ce comité des


représentants des principaux groupes ciblés par la sécurité contraceptive ; il peut être placé sous les auspices du gouvernement national et convoqué par ce dernier, avec le soutien d'autres membres.

Le comité échange en outre régulièrement un feedback avec un groupe plus nombreux de partenaires ; il assure le suivi et l'évaluation des progrès en matière de sécurité contraceptive, et commande des études pour informer le processus. Il peut s'agir notamment d'études sur la segmentation du marché, de prévisions sur la contraception et de projections financières, d'un compte national auxiliaire pour la santé génésique ou, le cas échéant, une évaluation plus détaillée de la situation de la sécurité contraceptive dans un pays donné (Cf. Leçon 2).

Assurer la poursuite du processus

L'organisation d'ateliers et l'établissement d'un comité de coordination constituent, certes, des étapes importantes, mais il ne s'agit que du début d'un processus de longue haleine, d'une durée minimum de cinq à dix ans, voire plus. Les missions peuvent contribuer à la poursuite des efforts en veillant à ce que les partenaires se réunissent régulièrement et que le processus progresse de manière expéditive, avec des programmes de travail et des jalons concrets. Elles peuvent appuyer un secrétariat pour le comité de coordination et contribuer à l'établissement d'un fondement solide pour la planification et la prise de décision (notamment une assistance technique à la préparation de prévisions contraceptives et d'autres analyses).


Relance des efforts pour renforcer la sécurité contraceptive au Bangladesh



Les efforts au Bangladesh se sont soldés par une augmentation spectaculaire de l'utilisation des contraceptifs et de l'acceptation sociale de la planification familiale. Cependant, ces résultats se sont accompagnés d'une "hypothèque" considérable et toujours croissante des besoins de produits. Sans disponibilité continue et étendue des contraceptifs et sans expansion de l'accès aux méthodes cliniques, les acquis de la planification familiale au Bangladesh au cours des dernières décennies disparaîtront.

Pour recentrer l'attention sur la sécurité contraceptive au Bangladesh, l'USAID et ses partenaires ont adopté une approche plurilatérale polyvalente guidant un processus d'évaluation et de création d'une coalition d'une durée d'un an. Le cadre conceptuel utilisé au Bangladesh pour illustrer l'importance des relations pour la sécurité contra-

ceptive est devenu un prototype couronné de succès pour le développement ultérieur de la démarche SPARHCS (Cf. Leçon 2). Parmi les étapes importantes figurent notamment :

- 
- la convocation, par le ministère de la Santé et du Bien-être de la famille, de petits groupes de partenaires essentiels pour accroître la sensibilisation et commencer le processus d'identification des priorités ;
 - la préparation de prévisions à long terme pour les produits et les financements ;
 - et, sur la base des discussions et des prévisions des partenaires, la rédaction d'un livre blanc sur la situation et les perspectives de la sécurité contraceptive au Bangladesh.

Après plusieurs mois de travail préparatoire, un colloque important (pour le lancement national des activités pour la sécurité nationale) a été organisé en juin 2002. Trois priorités essentielles ont été adoptées pour le développement et la mise en application d'un plan stratégique pour la sécurité contraceptive :

- (1) Améliorer la segmentation du marché de la planification familiale pour mobiliser davantage de financements des ménages et accroître l'efficacité des subventions publiques.
- (2) Veiller au fonctionnement ininterrompu de la chaîne nationale d'approvisionnement et en améliorer l'efficacité.
- (3) Renforcer l'accès à une vaste gamme de services de qualité, en mettant notamment l'accent sur l'accès aux méthodes permanentes et de long terme.

À la suite du colloque, les décideurs politiques et les responsables de programmes se sont réunis pour élaborer les stratégies requises pour l'exécution de ces priorités. Des activités spécifiques sont maintenant en cours, notamment l'élaboration d'une stratégie de segmentation du marché et une stratégie de communication prônant le rôle du secteur privé dans le domaine de la sécurité contraceptive. Les partenaires ont proposé la mise en place par le ministère de la Santé et du Bien-être de la famille, d'un groupe de travail sur la sécurité contraceptive, chargé du suivi des progrès.

Bibliographie complémentaire

Ministère de la Santé du Ghana et al. 2002, *Meeting the Commodity Challenge: Securing Contraceptives and Condoms for Ghana*. Arlington, Va: Deliver Project / John Snow, Inc. (http://portalprd1.jsi.com/portal/page/portal/DEL_CONTENT_PGG/DEL_PUBLICATION_PG1/DEL_PUB_PRESENT_PG1/GHANA_SECURINGCONTRACEPTIVES.pdf) [Rapport de l'atelier de 2002 pour le renforcement de la sensibilisation des partenaires à la sécurité contraceptive au Ghana et l'élaboration d'une stratégie nationale préliminaire.]

Hudgins, A.A. 2002. *A Consequence of Success: the Issue of Contraceptive Security in Bangladesh*. Arlington, Va: Deliver Project / John Snow, Inc. (http://portalprd1.jsi.com/portal/page/portal/DEL_CONTENT_PGG/DEL_PUBLICATION_PG1/DEL_POLICY_PAPER_PG1/BANGLA_WHITEPAPER.pdf) [Examen des conditions requises pour la sécurité contraceptive au Bangladesh, présenté sous forme de soutien technique au symposium pour le lancement des activités en faveur de la sécurité contraceptive.]

Policy Project, Deliver Project, and Commercial Market Strategies. 2002. *Developing a Common Understanding of Contraceptive Security: Contraceptive Security Workshop Report, November 3-4, 2002, Amman, Jordan*. Washington (D.C.): Policy Project / Futures Group International. [Présentation des grandes lignes de la démarche, du processus et des résultats de l'atelier sur la sécurité contraceptive organisé en Jordanie.]

L'équipe de l'USAID chargée de la sécurité contraceptive œuvre au développement et au renforcement de la planification et de la mise en application de la sécurité contraceptive dans les pays, notamment par les moyens suivants :

- le développement de stratégies et d'outils adéquats pour la sécurité contraceptive et l'appui à leur utilisation,
- l'amélioration du processus de prise de décision en matière de sécurité contraceptive par le renforcement de la disponibilité des données et leur analyse, et
- un leadership à l'échelle mondiale.

L'équipe offre une assistance technique aux missions et à leurs partenaires en matière de recherche et analyse, de planification et programmation stratégique, de suivi et évaluation, et d'élaboration et mise en application d'activités sur le terrain. Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Contraceptive Security Team
c/o Mark Rilling ou Alan Bornbusch
Commodity Security and Logistics Division
Office of Population and Reproductive Health
Bureau for Global Health
USAID
Washington, D.C.
CSL@usaid.gov

